

Conflit armé à l'Est de la RDC - Face aux nouvelles dérives guerrières la diplomatie belge doit durcir le ton à l'égard de Kigali !

Communiqué de presse du MOC. Depuis plusieurs semaines, l'Histoire se répète à l'Est de la République Démocratique du Congo car la paix y est à nouveau grandement menacée. En effet, La province du Nord-Kivu est mise à feu et à sang par des groupes armés, notamment le « M23 ». On y dénombre déjà plus de 200.000 personnes déplacées.

Les combats se multiplient et les morts s'accumulent. Comme toujours, ce sont des civils innocents qui payent le prix fort. Dans la spirale de ces terribles événements, un récent rapport de l'ONU confirme que le Rwanda soutient les mutins qui sévissent à l'Est de la RDC et que des hautsgradés de l'armée rwandaise entretiennent d'étroits contacts avec divers groupes armés congolais.

Pour le MOC, le ministre des Affaires Etrangères, Didier Reynders, ne peut se limiter à faire « (...) appel au Rwanda afin qu'il confirme qu'il est disposé non seulement à ne pas être un acteur du problème, mais aussi à prendre part à la solution de façon constructive, notamment en assurant un meilleur contrôle de la frontière et en empêchant tout soutien aux mutins » (extrait du communiqué du Ministère des Affaires Etrangères du 9 juillet 2012). La Belgique et l'Union européenne doivent durcir le ton face au rôle joué par le Rwanda dans l'Est de la RDC en réaffirmant haut et fort l'unité et l'indivisibilité du territoire de la République Démocratique du Congo et, le cas échéant, prendre les mesures qui s'imposent à l'encontre du Président rwandais Paul Kagame et de son Gouvernement.

La reprise des combats fait craindre le pire pour les habitants de cette région et cela met à mal les projets construits au fil des ans par la société civile du Kivu (notamment les mutuelles de santé) et qui permettent à la population locale d'enfin envisager des lendemains sans arme ni violence. Pour y parvenir, le Gouvernement de la RDC doit également prendre ses responsabilités et tout faire pour mettre sur pied une armée qui soit réellement au service de la population, payée correctement et à temps, qui ne pille ni ne vole la population et qui joue pleinement son rôle de protection.

La Belgique et l'Union européenne doivent mener une politique volontariste pour mettre fin à ces terribles événements. Le MOC appelle donc le Gouvernement belge et son Ministre des Affaires Etrangères à ne pas laisser la situation se détériorer davantage au risque de compromettre gravement une paix régionale qui a mis des années à se construire. Une paix tellement indispensable à la République Démocratique du Congo pour sortir ce pays de l'ornière du sousdéveloppement.

Thierry Jacques

Président